

# Contre une école de reproduction sociale

Alain BENTOLILA, 30/12/22

## Le constat

Durant ces cinquante dernières années, on est passé d'une situation où 3 élèves sur 4 n'accédaient pas à l'enseignement secondaire, à celle où, aujourd'hui, tous les élèves y entrent, y restent au moins cinq ans et obtiennent, pour près de 90% d'entre eux, un baccalauréat qui ne garantit rien en termes de culture partagée et de formation professionnelle. On comprend bien qu'une telle révolution a brutalement et profondément transformé la composition sociale et l'identité culturelle de la population scolaire. Lorsque s'est levée la barrière d'une sélection, *qui était certes profondément injuste et cruelle*, un nombre considérable d'enfants, auparavant écartés, se sont trouvés précipités dans un système qui n'était pas conçu pour eux. Il eût donc fallu que cette école se transformât en profondeur dans ses contenus, sa pédagogie, la formation de ses maîtres et ses finalités professionnelles. Elle est en fait restée quasiment identique à elle-même. Le résultat est aujourd'hui le suivant : *si l'école a réussi sa massification, elle a raté sa démocratisation et sa vertu de résilience s'est affaiblie* année après année.

Dans nos classes, près de 15% des élèves possèdent un vocabulaire exsangue à l'entrée au CP ; ils acquièrent quelques aptitudes au déchiffrage des mots à huit ans alors qu'ils devraient comprendre des textes d'une quinzaine de lignes ; ils parviennent difficilement à repérer quelques informations ponctuelles à douze ans quand on attendrait qu'ils soient des lecteurs autonomes capables de lire avec autant d'efficacité un conte merveilleux, un énoncé de mathématique ou un texte scientifique. Brutalement livrés à eux-mêmes face aux exigences disciplinaires du collège, ces élèves vont alors vivoter pendant trois ou quatre ans en ne tirant aucun parti de leurs études secondaires ; l'institution les passera par pertes et profits. L'école primaire les aura maintenus en survie sans vraiment parvenir à les remettre à niveau ; *le collège les achève*. Certains sont orientés vers des filières professionnelles, non parce qu'ils ont envie d'exceller dans un métier manuel mais parce qu'*on leur a dit qu'ils n'étaient bons qu'à cela*. Tant que nous accepterons que l'échec, très tôt programmé, des « mal-nés » débouche *naturellement* sur l'enseignement technique et professionnel, nous marquerons ce dernier au fer de la honte et de la frustration.

## Une proposition simple et efficace

En l'état actuel de notre système éducatif, le vrai sujet n'est ni un passage complaisant d'un niveau à l'autre, couronné par l'obtention quasi automatique du Bac, ni un redoublement aveugle et sans efficacité. La seule solution pertinente serait de gérer avec lucidité et exigence chacun des différents paliers que les élèves les plus fragiles ont tant de mal à franchir de la maternelle au collège. C'est en effet lors de ces passages critiques que l'on « perd » ces élèves. C'est donc bien là qu'il faut inventer un système de « sauvetage » qui les empêche de « couler » inéluctablement.

Trois paliers prioritaires devraient ainsi se voir dotés chacun de ce que j'appellerais des **SAS DE TRANSITION**. **Le passage de la GS au CP** afin de gérer le lien entre la maîtrise du langage oral et l'apprentissage intégral de la lecture ; **le passage du CE1 au cycle 3** afin de garantir que la fluidité du déchiffrage porte une compréhension équilibrée et autonome ; enfin **le passage du cycle 3 au collège** afin d'accroître l'endurance de lecture et de s'assurer que tous les élèves sachent dominer les textes dans toutes les disciplines. L'idée est donc, lors de de ces trois moments-clefs, de donner une chance à tous ceux qui, sans cela, seraient abandonnés sur le bord du chemin en identifiant les difficultés de chacun et en proposant une remise à niveau adaptée.

**C'est donc au** mois de mars que seraient administrées à tous les élèves - et pas uniquement à ceux de REP et REP+ - **des évaluations diagnostiques simples et efficaces** qui dresseront **le profil des compétences de chacun**. Sur cette base, seraient alors programmés des **parcours de perfectionnement ciblés**. L'équipe pédagogique de chaque établissement instaurerait ainsi **une démarche de différenciation pédagogique de quatre mois** qui permettrait d'accompagner chacun selon ses besoins vers une réussite au niveau supérieur en transformant ce qui aujourd'hui constitue des pièges pour « enfants mal nés » en tremplins pour forcer le destin de ces élèves fragiles.

L'heure est venue de faire un choix entre une école de complaisance et de faux-semblants et une école de résilience et de justice. Car, si de moins en moins d'étudiants se destinent au métier d'instituteurs c'est parce qu'ils ont la conviction que, quoiqu'ils fassent, l'échec de certains de leurs futurs élèves sera inéluctablement programmés dès six ans. Le sentiment douloureux qu'ils ne serviront à rien les détourne alors du « plus beau métier du monde ». Aucune revalorisation salariale, chichement octroyée, ne les convaincra de rejoindre les rangs de ceux qui furent les hussards de la république et qui ne sont aujourd'hui que des agents de service.